



NOUVELLES ÉCONOMIQUES

Canada : des pertes d'emplois importantes annoncent un ralentissement

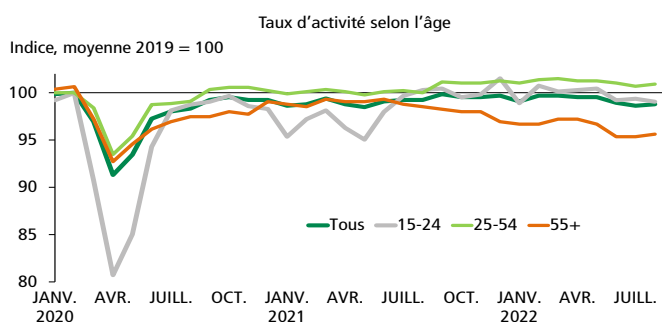
Par Marc Desormeaux, économiste principal

FAITS SAILLANTS

- ▶ L'emploi total net au Canada a chuté de 40 k postes en août 2022, soit la troisième baisse mensuelle consécutive.
- ▶ Ce sont surtout les postes à temps plein qui ont reculé, avec des pertes de 77 k au cours du mois.
- ▶ Les secteurs de la construction (-28 k) et de l'éducation (-49,5 k) ont été les plus durement frappés. Les services professionnels, scientifiques et techniques (+14 k) et les autres services (+15 k) ont connu les gains les plus appréciables.
- ▶ Le taux de chômage a grimpé à 5,4 %. Il est toujours près de son creux historique, mais il s'agit tout de même de la première hausse en sept mois. Le taux d'activité a connu une légère augmentation, soit 0,1 point de pourcentage, pour atteindre 64,8 %. Il est à 0,6 point de moins que son sommet postpandémique de mars 2022.
- ▶ Le nombre total d'heures travaillées est demeuré inchangé par rapport à juillet, mais il a baissé trois fois en cinq mois. Il se trouve à 1,5 % de son pic de mars 2022.
- ▶ Les gains de la rémunération horaire des employés permanents, surveillés par la Banque du Canada (BdC) dans son évaluation des répercussions des salaires sur l'inflation, ont progressé pour s'établir à 5,6 % par rapport à août 2021. Il s'agit de l'une des croissances les plus rapides jamais observées en dehors de la poussée temporaire provoquée par la pandémie au printemps 2020.
- ▶ Six provinces ont enregistré des pertes d'emplois nettes, les plus importantes étant en Colombie-Britannique (-28,1 k), en Ontario (-19,2 k) et au Manitoba (-10 k), tandis que le Québec a créé 27,2 k emplois. Cela fait maintenant trois mois consécutifs que l'Ontario perd des emplois.

GRAPHIQUE

La participation au marché du travail canadien demeure faible



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

COMMENTAIRES

Les pertes d'emplois de plus en plus nombreuses et de plus en plus concentrées dans les postes à temps plein, combinées à la faiblesse persistante du taux d'activité et des heures travaillées, laissent croire que le ralentissement économique est amorcé au Canada en réaction à la pire inflation depuis des décennies et à la hausse rapide des taux d'intérêt. L'augmentation du chômage est significative, car son faible taux a servi de justification à un resserrement monétaire vigoureux. Néanmoins, les augmentations salariales, qui continuent de surpasser l'inflation de base, impliquent des pressions inflationnistes supplémentaires et de nouvelles hausses de taux d'intérêt. Les pertes d'emplois importantes dans le secteur de l'éducation sont également à noter, mais elles pourraient faire l'objet de révisions au cours des prochains mois.

IMPLICATIONS

Tout comme en juillet, les résultats sont bien en deçà des projections consensuelles. Cela vient renforcer notre opinion selon laquelle la croissance du PIB réel canadien sera inférieure à 1 % (variation trimestrielle à rythme annualisé) au T3 2022 avant de devenir négative au premier semestre de 2023. Bien que nous croyions que la croissance soutenue des salaires et le faible taux de chômage devraient pousser la BdC à continuer de resserrer sa politique monétaire, la faiblesse des données actuelles signifie probablement qu'elle évaluera le bien-fondé d'une hausse de 25 ou de 50 points de base plutôt que des mesures plus énergiques comme celles prises lors de ses récentes réunions. Jusqu'à présent, l'Ontario a subi le plus gros des pertes d'emplois, conformément à notre [prévision](#) d'un ralentissement marqué dans cette province en raison de la faiblesse du marché de l'habitation, et ce, à compter de la seconde moitié de 2022.